

Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

Mission CSPA : Catégorie 2



Indice	Date	Modifications	Rédaction
1	19/05/2026	PGC du 19/05/2026 Commentaire : Rajout lot désamiantage	Sandrine BARDOUX
0	30/04/2026	PGC indice 0 du 30/04/2026	Sandrine BARDOUX

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

1.1. Liste des intervenants

1.1.1. Liste des intervenants

1.2. Liste des lots

1.2.1. Liste des lots

1.3. Etat d'avancement de l'affaire

1.3.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration

1.4. Renseignements généraux concernant l'opération

1.4.1. Description générale de l'opération et de l'ouvrage

1.4.2. Informations complémentaires

2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE - SUJÉTIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

2.1. Caractéristiques du sol

2.1.1. Rapport d'étude de sol

2.2. Réseaux existants

2.2.1. Déclaration de projet de travaux - Déclaration d'intention de commencement de travaux

2.2.2. Présence de Réseaux enterrés et/ou aériens

2.3. Ouvrages existants

2.3.1. Bâtiment existant

2.4. Matériaux dangereux (amiante, plomb ...)

2.4.1. Amiante Diagnostic

2.4.2. Plomb Diagnostic

3. MESURES ET SUJÉTIONS GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION ARRÊTÉES EN CONCERTATION AVEC LE MAÎTRE D'ŒUVRE ET MAÎTRE D'OUVRAGE

3.1. Planification

3.1.1. Planning de l'opération

3.1.2. Planification en présence d'amiante ou de plomb

3.2. Dispositions prises par le maître d'ouvrage - Réseaux primaires

3.2.1. Alimentations énergie, fluides et évacuation

3.3. Organisation de chantier

3.3.1. Plan d'installation de chantier

3.3.2. Occupation du domaine public

3.4. Délimitation du chantier et autorisation d'accès

3.4.1. Clôture de chantier extérieure

3.4.2. Visites de chantier par des tiers.

3.5. Accueil du personnel

3.5.1. Base vie - Modalités d'organisation

3.5.2. Base vie extérieure aux bâtiments - Définition des installations

3.5.3. Base vie intérieure aux bâtiments - Définition des installations

3.5.4. Base vie - Installations complémentaires

3.5.5. Base vie - Entretien des installations

3.6. Signalisation de chantier

3.6.1. Panneau de chantier

3.7. Mise en commun des moyens - Echafaudages

3.7.1. Servitude d'échafaudage

3.8. Gestion des alertes

3.8.1. Disposition relative à la gestion des épisodes de chaleur intense et des alertes climatiques

4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE SANTÉ

4.1. Voies ou zones de déplacement ou de circulation - Circulations horizontales

4.1.1. Accès des véhicules et stationnement

4.2. Voies ou zones de déplacement ou de circulation - Circulations verticales

4.2.1. Accès et circulations dans les étages

4.3. Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage - Organisation des stockages de matériaux et matériels

4.3.1. Aires et zones de stockage - Mode d'organisation

4.4. Conditions de manutention et moyens de levage - Logistique de chantier

4.4.1. Planification et organisation des livraisons

4.5. Conditions de manutention et moyens de levage - Manutentions et levages

4.5.1. Manutentions et levages

4.6. Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets

4.6.1. Gestion des déchets - Mode d'organisation

4.6.2. Goulottes à gravois

4.7. Gestion des protections collectives

4.7.1. Protections des balcons et coursives

4.7.2. Protection des baies en façade

4.7.3. Gestion de l'entretien et de la continuité des protections communes

4.7.4. Pose des gardes corps définitifs des balcons et coursives

4.8. Réseaux de distribution

4.8.1. Installations de distribution électrique

4.8.2. Installations d'éclairage

4.8.3. Vérification réglementaire des installations électriques

4.8.4. Points d'eau et d'évacuation - Extérieurs aux bâtiments

4.9. Risques communs - Travaux spécifiques

4.9.1. Travaux de curage pour réhabilitation

4.9.2. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Amiante

4.9.3. Echafaudages

4.9.4. Travaux en façade - Enduits

4.9.5. Travaux de plâtrerie

4.9.6. Travaux des lots techniques

5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE INTERVENANTS

5.1. Modalités de coopération

5.1.1. Plan Général de Coordination

5.1.2. Désignation des entreprises

5.1.3. Acceptation et désignation des sous-traitants

5.1.4. Prestataires de services et Travailleurs indépendants

5.1.5. Inspection Commune

5.1.6. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé

5.1.7. Rôle du coordonnateur

5.1.8. Registre journal

6 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS

7 ANNEXES

7.1 [CHA_Planning prévisionnel-12 2025.pdf](#)

7.2 [PIC provisoire - 27 04 2026.pdf](#)

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

1.1. Liste des intervenants

Maître d'ouvrage	Commune de SUIN	le bourg 71220 SUIN
Maître d'oeuvre	ludovicforestarchitecte	bezornay 71250 St Vincent des Prés
Coordonnateur de référence	SOCOTEC	7 Rue de la Guerlande Bâtiment A 71880 CHATENOY LE ROYAL
OPPBTP	OPPBTP	6 Rue John Perse 21000 DIJON
CARSAT	CARSAT	46 Rue Elsa Triolet 21000 DIJON
DDETS	DDETS	173 Bd Henri Dunant 71000 MACON
Coordonnateur SPS suppléant	SOCOTEC	7 Rue de la Guerlande Bâtiment A 71880 CHATENOY LE ROYAL

1.2. Liste des lots

N°- Lot attribué	Entreprise	Adresse	Contact
01 - VRD – Démolition – Gros Oeuvre			
02 - Ravalement de facades			
03 - Charpente – Couverture – Terrasse bois			
04 - Menuiseries extérieures			
05 - Menuiseries intérieures – Parquets			
06 - Plâtrerie – isolation – Peinture			
07 - Electricité – Courant Fort – Courant Faible			
08 - Plomberie – Sanitaire			
09 - Chauffage			
10 - Serrurerie			

N°- Lot attribué	Entreprise	Adresse	Contact
11 - Carrelage – Faïence			
12 - Désamiantage			

1.3. Etat d'avancement de l'affaire

1.3.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration

Le coordonnateur établissant le Plan Général de coordination avant la nomination des entreprises, le présent article renvoie au chapitre I du registre Journal de coordination où les éléments visés ci-dessus sont tenus à jour régulièrement.

Le plan général de coordination, indice 0, est élaboré pour l'intégrer au dossier de consultation des entreprises.

1.4. Renseignements généraux concernant l'opération

Le projet consiste en la restructuration d'un gîte communal situé à Suin, comprenant des travaux sur plusieurs corps d'état :

Au niveau du gîte (R1) : réaménagement complet avec 4 chambres (10 couchages), cuisine ouverte, 2 salles de bain, 1 WC, salon/séjour avec accès au balcon.

Au niveau principal (RDC) : modifications limitées à la zone chaufferie et reprise des dégradations éventuelles liées aux interventions.

Extérieurs : création du nouvel accès par escalier et balcon en façade ouest, ravalement général des façades.

Objectif du projet : Transformer le bâtiment existant en un gîte fonctionnel répondant aux normes actuelles d'habitabilité, de sécurité et de performance énergétique, tout en préservant le caractère du bâti communal.

1.4.1. Description générale de l'opération et de l'ouvrage

Le bâtiment communal héberge actuellement :

- **Au rez-de-chaussée : une salle communale polyvalente (ERP)**
- **Au 1er étage : un gîte existant de 3 chambres + salon + cuisine + sanitaires**
- **Accès existant par un escalier intérieur bois et béton à démolir**
- **Système de chauffage au gaz existant**

1.4.2. Informations complémentaires

Nuisances de chantier

Chaque entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier et respecter ainsi la réglementation en vigueur à ce sujet.

Ces nuisances concernant essentiellement :

-les bruits de chantier ; (Les moteurs ou compresseurs seront insonorisés et répondront aux réglementations sur les nuisances, bruits, sécurités, etc.)

-les poussières générées ;

-la gêne causée à la circulation des tiers aux abords du chantier ;

-les salissures des voies privées & publiques.

Point sur le bruit de chantier

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par l'entrepreneur, dans le plus strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

-loi n°92-1444 du 31 décembre 1992, dite « loi bruit », avec ses décrets et arrêtés d'application parus, relative à la lutte contre le bruit

2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE - SUJÉTIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

2.1. Caractéristiques du sol

2.1.1. Rapport d'étude de sol

Dispositions prévues	A la charge de
À la date d'établissement du présent Plan Général de Coordination (PGC), le rapport d'étude de sol n'a pas été communiqué au coordonnateur SPS.	Maître d'ouvrage Maître d'œuvre

2.2. Réseaux existants

2.2.1. Déclaration de projet de travaux - Déclaration d'intention de commencement de travaux

Dispositions prévues	A la charge de
Conformément aux dispositions réglementaires, le maître d'ouvrage doit établir une déclaration de projet de travaux auprès du guichet unique de déclaration (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr). Les entreprises intervenantes devront, préalablement à leur intervention, établir une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) via ce même téléservice, en utilisant le numéro unique de consultation indiqué ci-dessous. Les éléments de réponse seront transmis en copie au coordonnateur	Maître d'ouvrage Maître d'œuvre
À la date de rédaction du présent PGC, la déclaration de travaux (DT) à établir par le maître d'ouvrage auprès du guichet unique n'a pas été transmise au coordonnateur SPS.	Maître d'ouvrage Maître d'œuvre

2.2.2. Présence de Réseaux enterrés et/ou aériens

Dispositions prévues	A la charge de
"L'entreprise devra procéder à une analyse des réponses aux Déclarations de Travaux (DT) et/ou aux Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux (DICT). Cette analyse comprendra l'étude des plans fournis par les concessionnaires de réseaux, la prise en compte des recommandations spécifiques à l'opération, ainsi que le traitement des éventuelles demandes de mise hors tension.	01 - VRD – Démolition – Gros Oeuvre 02 - Ravalement de façades 03 - Charpente – Couverture – Terrasse bois
Rappel réglementaire: Pour tous chantiers situés à proximité des lignes électriques, les travaux doivent être exécutés dans le strict respect des dispositions du code du travail. Ces dispositions prévoient notamment que les ouvriers, engins, ou objets manipulés ne doivent pas s'approcher des conducteurs sous tension dans les conditions les plus défavorables de température et de balancement dûs au vent à moins de 3,00 mètres pour les lignes dont la plus grande tension est inférieure à 50000 Volts et moins de 5,00 mètres pour les lignes dont la plus grande tension est égale ou supérieure à 50000 Volts.	Tous Corps d'état

2.3. Ouvrages existants

2.3.1. Bâtiment existant

Dispositions prévues	A la charge de
L'emprise foncière est actuellement occupée par plusieurs bâtiments. La zone de travaux se limite au gîte et à la salle communale.	Maître d'ouvrage Maître d'œuvre Coordonnateur SPS Tous Corps d'état

2.4. Matériaux dangereux (amiante, plomb ...)

2.4.1. Amiante Diagnostic

Dispositions prévues	A la charge de
Conformément aux dispositions réglementaires, le maître d'ouvrage a fait établir un diagnostic en recherche d'amiante avant travaux par la société Socotec Diagnostic Date du rapport : 13/03/2026 Date de visite : 03/03/2026 Référence du dossier : 2602CRALY - BI14630000000312 Ce rapport est joint au dossier de la consultation des entreprises. Le rapport a conclu en la présence de matériaux contenant de l'amiante:	Tous Corps d'état

2.4.2. Plomb Diagnostic

Dispositions prévues	A la charge de
Le maître d'ouvrage a fait établir un diagnostic en recherche du plomb avant travaux par la société Socotec Diagnostic Date du rapport : 13/03/2026 Date de visite : 03/03/2026 Référence du dossier : 2602CRALY - BI14630000000312 Ce diagnostic est joint au dossier de la consultation des entreprises. pas de mesures supérieures au taux réglementaire	Tous Corps d'état

3. MESURES ET SUJÉTIONS GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION ARRÊTÉES EN CONCERTATION AVEC LE MAÎTRE D'ŒUVRE ET MAÎTRE D'OUVRAGE

3.1. Planification

3.1.1. Planning de l'opération

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Le planning de réalisation, à établir au démarrage de l'opération, fera apparaître chaque phase de travaux, continue ou fractionnée, des différents corps d'état.</p> <p>Les risques d'interférence entre entreprises doivent être minimisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En limitant les programmations simultanées dans une même zone, - En organisant des interventions successives par zones, - En interdisant les travaux superposés, sans mesures spécifiques de protection et d'organisation, - En facilitant les interventions en matière de flux (matériel, matériaux), - En faisant apparaître l'utilisation des moyens communs (stade de mise en œuvre planifiés). 	Maître d'œuvre

3.1.2. Planification en présence d'amiante ou de plomb

Dispositions prévues	A la charge de
<p>A ce jour, le planning projet en annexe de ce PGC ne prend pas en compte le désamiantage.</p> <p>Ce point doit être déterminé avant le démarrage des travaux</p>	<p>Maître d'ouvrage</p> <p>Maître d'œuvre</p>

3.2. Dispositions prises par le maître d'ouvrage - Réseaux primaires

3.2.1. Alimentations énergie, fluides et évacuation

Dispositions prévues	A la charge de
Tous les réseaux et branchements doivent être opérationnels pour la mise en place des installations de cantonnements au démarrage du chantier.	01 - VRD – Démolition – Gros Oeuvre

3.3. Organisation de chantier

3.3.1. Plan d'installation de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise fournira un plan général d'installation de chantier. Il sera mis à jour autant de fois que nécessaire pendant toute la durée du chantier, afin de tenir compte de l'évolution du chantier.	01 - VRD – Démolition – Gros Oeuvre

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Sur ce plan figureront notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> * L'implantation des clôtures délimitant les contours de l'opération. * Les accès et sorties du chantier, * La zone des cantonnements, * Les voies de circulation, * Les zones de stationnement, * Les zones de stockage, * L'implantation des armoires de distribution électrique, * Les points d'eau, * La zone pour les bennes à déchets évnetuelles 	01 - VRD – Démolition – Gros Oeuvre
<p>Il est envisagé 2 solutions pour le PIC projet</p> <p>La base vie peut être mise à disposition par le maître d'ouvrage dans un local à proximité</p> <p>Base vie mise en place par le lot GO</p> <p>En annexe du PGC , le PIC projet indique les 2 versions</p> <p>La solution sera déterminée en période de préparation du chantier.</p>	<p>Maître d'ouvrage</p> <p>Maître d'œuvre</p> <p>Coordonnateur SPS</p> <p>01 - VRD – Démolition – Gros Oeuvre</p>

3.3.2. Occupation du domaine public

Dispositions prévues	A la charge de
Toute occupation temporaire ou accès au domaine public nécessiteront une demande d'autorisation préalable auprès des services techniques de la ville.	Tous Corps d'état

3.4. Délimitation du chantier et autorisation d'accès

3.4.1. Clôture de chantier extérieure

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Une clôture assurera l'indépendance du chantier pendant toute la durée des travaux sur chacune des zones d'intervention.</p> <p>Elle sera installée dès le démarrage des travaux et complétera les clôtures existantes le cas échéant.</p> <p>Elle sera constituée par des panneaux métalliques pleins ou grillagés, d'une hauteur de 2,00m.</p> <p>L'entreprise devra la maintenance et l'adaptation des clôtures pendant toute la durée de l'opération suivant les besoins.</p>	01 - VRD – Démolition – Gros Oeuvre

3.4.2. Visites de chantier par des tiers.

Dispositions prévues	A la charge de
Les visites de chantier par des tiers seront exclusivement réalisées sur décision du maître d'ouvrage. Ces visites seront obligatoirement guidées par un représentant désigné du maître d'ouvrage qui en assurera l'encadrement et la sécurité.	Tous Corps d'état

3.5. Accueil du personnel

3.5.1. Base vie - Modalités d'organisation

Dispositions prévues	A la charge de
Sanitaires – Salle de réunion - Vestiaires - Réfectoires: Les Installations seront communes et utilisables par l'ensemble des entreprises.	01 - VRD – Démolition – Gros Oeuvre
L'entreprise devra l'adaptation des installations communes pendant toute la durée de l'opération. A savoir: Déplacement de la base de vie, suivant les nécessités des travaux, adaptation du dimensionnement en fonction de l'évolution des effectifs des personnels. Les équipements seront prévus pour recevoir du personnel féminin si nécessaire.	01 - VRD – Démolition – Gros Oeuvre

3.5.2. Base vie extérieure aux bâtiments - Définition des installations

Dispositions prévues	A la charge de
Vestiaires : Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, chauffés et rafraichis à l'aide d'un dispositif de régulation de température, aérés. Les locaux seront équipés d'une armoire individuelle par personne et des sièges correspondant à l'effectif de dimensionnement.	01 - VRD – Démolition – Gros Oeuvre
Sanitaires de la Base de vie : Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, et chauffés. Les locaux seront, équipés a minima, d'un WC et d'un urinoir pour 20 personnes, d'une douche et d'un point d'eau à température réglable pour 10 personnes.	01 - VRD – Démolition – Gros Oeuvre
Réfectoires : Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, chauffés et rafraichis à l'aide d'un dispositif de régulation de température. Les locaux seront équipés de tables et de sièges correspondant à l'effectif de dimensionnement se restaurant sur place. Les locaux seront également équipés d'un point d'eau, chauffe-plats et réfrigérateur.	01 - VRD – Démolition – Gros Oeuvre

3.5.3. Base vie intérieure aux bâtiments - Définition des installations

Base vie intérieure au bâtiment - Définition des installations

Dispositions prévues	A la charge de
Vestiaires de la Base de vie : Aménagement d'un local, comprenant la réalisation des cloisonnements, éclairés naturellement et artificiellement, chauffés et rafraichis à l'aide d'un dispositif de régulation de température, et aérés. Les locaux seront équipés d'une armoire individuelle par personne et des sièges correspondant à l'effectif de dimensionnement. Mise en place d'un sol stratifié.	Maître d'ouvrage 01 - VRD – Démolition – Gros Oeuvre
Sanitaires de la Base de vie : Aménagement d'un local, comprenant la réalisation des cloisonnements, la mise en place d'éclairage. Le local sera, équipé a minima, d'un WC pour 20 personnes, d'un point d'eau à température réglable pour 10 personnes. Mise en place d'un sol stratifié.	Maître d'ouvrage 01 - VRD – Démolition – Gros Oeuvre
Réfectoires : Aménagement d'un local, comprenant la réalisation des cloisonnements, la mise en place d'éclairage, d'installation de chauffage et de rafraichissement à l'aide d'un dispositif de régulation de température, et d'un sol stratifié. Les locaux seront équipés de tables et de sièges correspondant à l'effectif de dimensionnement se restaurant sur place. Les locaux seront également équipés d'un point d'eau, d'une fontaine à eau avec rafraichissement, chauffe-plats et réfrigérateur.	Maître d'ouvrage 01 - VRD – Démolition – Gros Oeuvre

3.5.4. Base vie - Installations complémentaires

Dispositions prévues	A la charge de
Pour la mise en place d'installations complémentaires, les entreprises concernées feront part en réunion préparatoire de leurs besoins pour l'organisation de la base de vie.	Tous Corps d'état

3.5.5. Base vie - Entretien des installations

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera, pendant toute la durée du chantier, le nettoyage quotidien des installations sanitaires, vestiaires, réfectoires et le nettoyage hebdomadaire des bureaux et de la salle de réunion. Il sera également pourvu au renouvellement des consommables (papier hygiénique, savon, essuie-mains).	01 - VRD – Démolition – Gros Oeuvre

3.6. Signalisation de chantier**3.6.1. Panneau de chantier**

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra la fourniture, la pose et le repli en fin de chantier, d'un panneau d'information, comportant les noms et coordonnées des entreprises y compris sous-traitantes. L'entreprise devra la mise à jour régulière des informations portées sur le panneau.	01 - VRD – Démolition – Gros Oeuvre

3.7. Mise en commun des moyens - Echafaudages**3.7.1. Servitude d'échafaudage**

Dispositions prévues	A la charge de
Pas de mutualisation pour ce chantier.	Tous Corps d'état

3.8. Gestion des alertes**3.8.1. Disposition relative à la gestion des épisodes de chaleur intense et des alertes climatiques**

Dispositions prévues	A la charge de
En cas de déclenchement du dispositif d'alerte chaque entreprise devra, adapter l'organisation du travail en fonction du niveau d'alerte reçue (modification des horaires, renforcement des pauses, mise à disposition de points d'eau supplémentaires, etc.).	Tous Corps d'état

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Niveaux de vigilance définis par Météo-France :</p> <p>* Vigilance verte : Veille saisonnière sans vigilance particulière.</p> <p>* Vigilance jaune : Correspond à un pic de chaleur - exposition de courte durée (1 ou 2 jours) à une chaleur intense présentant un risque pour la santé humaine, particulièrement pour les populations fragiles ou surexposées du fait de leurs conditions de travail ou activité physique. Peut également correspondre à un épisode persistant de chaleur avec des températures élevées durablement (indices bio-météorologiques proches ou en dessous des seuils départementaux).</p> <p>* Vigilance orange : Correspond à une période de canicule - période de chaleur intense et durable pour laquelle les indices bio-météorologiques atteignent ou dépassent les seuils départementaux. Cette situation est susceptible de constituer un risque sanitaire pour l'ensemble de la population exposée, en prenant également en compte d'éventuels facteurs aggravants (humidité, pollution, précocité de la chaleur, etc.).</p> <p>* Vigilance rouge : Correspond à une période de canicule extrême - canicule exceptionnelle par sa durée, son intensité, son extension géographique qui présente un fort impact sanitaire pour l'ensemble de la population ou qui pourrait entraîner l'apparition d'effets collatéraux, notamment en termes de continuité d'activité.</p>	Tous Corps d'état

4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE SANTÉ

4.1. Voies ou zones de déplacement ou de circulation - Circulations horizontales

4.1.1. Accès des véhicules et stationnement

Dispositions prévues	A la charge de
L'accès des véhicules d'entreprises dans la zone du chantier à proximité du bâtiment doit être restreint aux seuls véhicules de livraisons et véhicules ateliers pour laisser toute aisance aux manutentions et mises en oeuvre.	Tous Corps d'état

4.2. Voies ou zones de déplacement ou de circulation - Circulations verticales

4.2.1. Accès et circulations dans les étages

Dispositions prévues	A la charge de
Les circulations intérieures se feront à partir des escaliers définitifs, à poser à l'avancement de la réalisation des planchers.	Tous Corps d'état
En cas d'impossibilité ou de difficulté de mettre en place les volées d'escaliers définitifs à l'avancement des élévations, l'accès entre niveaux sera compensé par la mise en place d'un escalier provisoire.	03 - Charpente – Couverture – Terrasse bois

4.3. Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage - Organisation des stockages de matériaux et matériels

4.3.1. Aires et zones de stockage - Mode d'organisation

Dispositions prévues	A la charge de
Les approvisionnements à l'avancement de la mise en œuvre seront privilégiés pour éviter des stockages trop importants.	Tous Corps d'état
Tous les matériaux de faible densité susceptibles d'être emportés par le vent seront obligatoirement stabilisés par des dispositifs de lestage appropriés, particulièrement lors des interventions en toiture. L'entreprise veillera à mettre en place ces mesures préventives afin d'éviter tout risque de dispersion des matériaux sur le site et aux alentours	Tous Corps d'état

4.4. Conditions de manutention et moyens de levage - Logistique de chantier

4.4.1. Planification et organisation des livraisons

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Les entreprises intègrent l'organisation des livraisons via le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur Chantier) :</p> <p>L'entreprise devra prendre en compte la limitation éventuelle de tonnage de la voirie, le gabarit des camions et des véhicules de chantier suivant la configuration et l'environnement de la voirie, etc...</p> <p>L'entreprise affectera une personne à la planification et l'organisation des livraisons avec ses fournisseurs ou les transporteurs. (transmission du PPSPS, du PIC, du Plan de circulation, horaires de livraison...)</p> <p>Les fournisseurs ou transporteurs sont informés sur la ou les personne(s) à contacter sur le chantier et sur les modalités pour accéder au chantier.</p> <p>L'entreprise concernée devra prendre en charge le fournisseur à son arrivée à l'entrée du chantier.</p>	Tous Corps d'état

4.5. Conditions de manutention et moyens de levage - Manutentions et levages

4.5.1. Manutentions et levages

Dispositions prévues	A la charge de
Préalablement à son intervention, l'entreprise annexera dans son PPSPS le plan d'implantation des appareils de levage nécessaires à ses approvisionnements et de ses zones de stockage de matériels et de matériaux qui lui seraient spécifiques.	01 - VRD – Démolition – Gros Oeuvre 03 - Charpente – Couverture – Terrasse bois
Avant l'installation d'une grue mobile ou d'un engin de levage, prendre connaissance de la résistance et de l'état des sols afin de s'assurer de la stabilité des engins.	01 - VRD – Démolition – Gros Oeuvre 03 - Charpente – Couverture – Terrasse bois
En cours de manutention, aucune charge n'empiètera l'espace des domaines, publics et privés environnants.	01 - VRD – Démolition – Gros Oeuvre 03 - Charpente – Couverture – Terrasse bois
<p>Toute opération de manutention, effectuée à l'aide d'un engin de levage prêté par une autre entreprise, restera sous la responsabilité de l'entreprise dite « prêteuse » et sera effectuée par son personnel (conduite, arrimage, guidage).</p> <p>L'entreprise utilisatrice devra la fourniture des systèmes d'accrochage, adaptés aux charges à lever (élingues, palonniers, etc..) et vérifiés.</p> <p>Une convention de prêt de grue sera mise en place entre les parties.</p>	Tous Corps d'état

4.6. Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets

4.6.1. Gestion des déchets - Mode d'organisation

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise évacuera ses déchets du site	Tous Corps d'état
La centralisation commune des déchets n'est pas prévue sur cette opération. Chaque entreprise doit l'évacuation de ses propres déchets vers les déchetteries agréées.	Tous Corps d'état

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises sont tenues, chacune pour ce qui les concerne, d'évacuer leurs gravats, chutes, emballages et d'effectuer le nettoyage de leur zone de travail au quotidien. Chaque entreprise veillera à ce qu'aucuns gravats ni déchets ne puissent se trouver en dehors de l'enceinte du chantier.	Tous Corps d'état
En cas de carence, le maître d'œuvre prendra toute disposition pour faire nettoyer et évacuer les déchets des entreprises.	Tous Corps d'état Maître d'ouvrage Maître d'œuvre Coordonnateur SPS

4.6.2. Goulottes à gravois

Dispositions prévues	A la charge de
Les déchets seront évacués des étages par des goulottes à gravois, la zone en bas de goulotte devra être balisée. En cas de poussière il sera prévu des aménagements particuliers (bâchage, arrosage, etc.)	01 - VRD – Démolition – Gros Oeuvre

4.7. Gestion des protections collectives

4.7.1. Protections des balcons et coursives

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des chutes de hauteur, sur les balcons, se fera par un dispositif de type garde-corps rigide avec lisses et sous-lisses. L'implantation du dispositif devra permettre la pose des garde-corps définitifs sans avoir à déposer le dispositif de protection, afin d'assurer la protection antichute des opérateurs. Le choix du dispositif se fera en concertation avec l'entreprise de serrurerie. Mise en place des garde-corps à la pose des balcons ou coursives.	03 - Charpente – Couverture – Terrasse bois

4.7.2. Protection des baies en façade

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des chutes de hauteur, des baies avec des allèges inférieures à 1,00m, sera assurée par garde-corps avec lisses et sous-lisses. L'implantation du dispositif devra permettre la pose des menuiseries extérieures sans avoir à déposer le dispositif de protection, afin d'assurer la protection antichute des opérateurs. Le choix du dispositif se fera en concertation avec l'entreprise de menuiseries extérieures.	01 - VRD – Démolition – Gros Oeuvre

4.7.3. Gestion de l'entretien et de la continuité des protections communes

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Dans l'éventualité où une entreprise doit procéder au démontage partiel ou intégral d'un dispositif de protection collective pour l'exécution d'une tâche spécifique, elle devra impérativement :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Notifier préalablement l'entreprise responsable de l'installation initiale du dispositif de protection; * Informer l'ensemble du personnel susceptible d'intervenir dans la zone concernée; * Garantir la continuité de la sécurité par la mise en œuvre de mesures compensatoires clairement définies dans son PPSPS; * Procéder à la remise en place intégrale du dispositif de protection collective dès l'achèvement des travaux nécessitant sa dépose; * Faire valider la conformité de la réinstallation par l'entreprise initialement responsable du dispositif. 	Tous Corps d'état

4.7.4. Pose des gardes corps définitifs des balcons et coursives

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Les garde-corps provisoires seront déposés à l'avancement de la pose des garde-corps définitifs. Les zones d'intervention présentant des risques de chute de hauteur et chutes d'objets, seront interdites d'accès aux autres intervenants à l'aide d'un dispositif physique.</p>	03 - Charpente – Couverture – Terrasse bois

4.8. Réseaux de distribution**4.8.1. Installations de distribution électrique**

Installations de distribution électrique -

Dispositions prévues	A la charge de
<p>L'entreprise sera tenue de procéder à l'installation d'armoires électriques équipées de prises de courant destinées à l'alimentation électrique temporaire à l'intérieur des bâtiments.</p> <p>Le positionnement des points de distribution électrique devra être étudié de manière à garantir que tout point du bâtiment puisse être desservi à l'aide de rallonges électriques d'une longueur maximale de 25 mètres.</p>	01 - VRD – Démolition – Gros Oeuvre

4.8.2. Installations d'éclairage

Dispositions prévues	A la charge de
<p>L'entreprise assurera la mise en place d'un système d'éclairage temporaire d'ambiance des halls d'entrées, des cages d'escaliers et des circulations communes. Cette installation se fera à l'avancement de l'élévation des bâtiments.</p>	01 - VRD – Démolition – Gros Oeuvre

4.8.3. Vérification réglementaire des installations électriques

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Chaque installation devra faire l'objet d'un rapport de vérification établi par un organisme accrédité (vérification initiale et périodique). Une copie du rapport de vérification sera transmise au coordonnateur.</p>	01 - VRD – Démolition – Gros Oeuvre

4.8.4. Points d'eau et d'évacuation - Extérieurs aux bâtiments

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera l'alimentation en eau et l'évacuation EU des installations de chantier.	01 - VRD – Démolition – Gros Oeuvre

4.9. Risques communs - Travaux spécifiques**4.9.1. Travaux de curage pour réhabilitation**

Dispositions prévues	A la charge de
Préalablement au démarrage des travaux de réhabilitation, les entreprises titulaires des lots, électricité, plomberie, ventilation, climatisation, etc seront tenues de consigner les installations et équipements situés dans les zones d'intervention. Une procédure écrite de consignation sera établie pour chaque type de réseau et équipement. Cette procédure sera adressée aux entreprises avant le démarrage des travaux. Une attention particulière sera apportée à la consignation des réseaux d'électricité, et de gaz.	01 - VRD – Démolition – Gros Oeuvre 08 - Plomberie – Sanitaire 07 - Electricité – Courant Fort – Courant Faible
Les réseaux et équipements devant être maintenus en service, afin d'assurer le bon fonctionnement des installations de l'établissement, seront repérés et signalés sur le site par étiquetage.	07 - Electricité – Courant Fort – Courant Faible
Les zones à risques de chutes d'objets et de gravats, seront interdites d'accès aux autres intervenants à l'aide d'un dispositif physique.	01 - VRD – Démolition – Gros Oeuvre

4.9.2. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Amiante

Dispositions prévues	A la charge de
Les matériaux contenant de l'amiante feront l'objet d'un retrait.	Tous Corps d'état
En préparation des travaux de retrait une réunion spécifique de coordination sera organisée avec le maître d'oeuvre. L'entreprise présentera ses besoins et sa méthodologie d'intervention.	12 - Désamiantage
L'entreprise chargée des travaux de désamiantage sera responsable du stockage et de l'évacuation de ses déchets. Une zone de stockage spécifique aux déchets contenant de l'amiante sera aménagée dans l'enceinte du chantier. Les déchets générés par les travaux, ainsi que les équipements de protection individuelle utilisés seront stockés sur place avant leur évacuation. Ils seront conditionnés soit, en containers ou en sacs spécialement adaptés, soit palettisés et filmés. Quel que soit le type de conditionnement, Celui-ci sera étiqueté «danger amiante».	12 - Désamiantage
Les PV de mesures libératoires doivent être transmises au maître d'oeuvre, au coordonnateur SPS et aux entreprises avant leur intervention dans les zones désamiantées.	12 - Désamiantage
Installations d'accueil des personnels : Sanitaires – Vestiaires - Réfectoires: Installations propres à l'entreprise intervenante et à ses sous-traitants.	12 - Désamiantage

4.9.3. Echafaudages

Dispositions prévues	A la charge de
Pour le montage des échafaudages, condamnation des zones situées sous la zone à risque de chute des matériels en cours d'installation. Toute superposition de tâche est interdite lors de ces interventions spécifiques et pouvant présenter des risques de chutes de matériel.	01 - VRD – Démolition – Gros Oeuvre 02 - Ravalement de facades
Les échafaudages seront installés en pied de façade sur un sol nivelé et stabilisé.	01 - VRD – Démolition – Gros Oeuvre 02 - Ravalement de facades

4.9.4. Travaux en façade - Enduits

Dispositions prévues	A la charge de
Les sacs de produits, emballages et chutes de matériaux seront rassemblés et conditionnés au fur et à mesure dans la zone de préparation pour évacuation dans la benne de chantier au quotidien ou pour évacuation du chantier.	02 - Ravalement de facades

4.9.5. Travaux de plâtrerie

Dispositions prévues	A la charge de
Toutes les découpes seront à l'aide de matériels récupérant les poussières générées.	06 - Plâtrerie – isolation – Peinture

4.9.6. Travaux des lots techniques

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises s'organiseront pour intervenir en présence des protections collectives provisoires ou définitives le cas échéant.	Tous Corps d'état

5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE INTERVENANTS

5.1. Modalités de coopération

5.1.1. Plan Général de Coordination

Le maître d'Ouvrage diffuse à l'ensemble des titulaires de lot le Plan Général de Coordination (PGC) et ses différents additifs. Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS.

5.1.2. Désignation des entreprises

Au démarrage de la phase réalisation (début de la période de préparation soit 30 jours, avant le démarrage des travaux), le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur, les coordonnées (nom, adresse, tél, Mail, interlocuteur) des entreprises titulaires de lot.

5.1.3. Acceptation et désignation des sous-traitants

Dès l'acceptation d'un sous-traitant, le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur les coordonnées (nom, adresse, tél, Mail, interlocuteur) des entreprises agréées.

Les titulaires de lots et leurs sous-traitants doivent informer le coordonnateur de leur intention de sous-traiter tout ou partie de leur lot au moins 30 jours avant intervention (ou 8 jours dans certains cas) en précisant les coordonnées des/du sous-traitant/s permettant l'organisation des inspections communes et la production du PPSPS pour chaque sous-traitant.

5.1.4. Prestataires de services et Travailleurs indépendants

Travailleurs indépendants et locatiers

Toutes les entreprises concourant à la réalisation de l'opération, qu'elles soient, prestataires soumis à obligation de PPSPS, sous-traitantes, travailleurs indépendants, devront préalablement à leur intervention, réaliser une inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

Lorsqu'une entreprise réalise une action technique sur le chantier, que ce soit directement sur l'ouvrage, sur ses équipements, sur ses installations provisoires ou sur les moyens nécessaires à sa réalisation, elle est soumise à l'obligation d'établir un PPSPS. Il en va de même lorsqu'elle intervient techniquement sur des moyens ou équipements utilisés pour la réalisation ou la sécurisation des travaux. Dans ces situations, les travaux sont considérés comme concourant à la réalisation de l'opération, ce qui rend le PPSPS obligatoire, sauf en cas de situation d'urgence.

En revanche, lorsqu'une entreprise n'effectue aucune action technique sur l'ouvrage ou ses équipements et que son intervention n'a aucune incidence sur le processus de réalisation, elle n'est pas soumise à cette obligation. Cela concerne notamment les interventions en phase de conception, les prestations intellectuelles ou de contrôle sans action technique, les interventions de fournisseurs, ainsi que les opérations de mesures, relevés ou observations.

Toutefois, même en l'absence d'obligation de rédiger un PPSPS, l'entreprise doit mettre en place un dispositif de prévention adapté à la nature de son intervention. Celui-ci doit inclure une analyse des risques ainsi que des mesures de prévention appropriées.

Tout prestataire appelé à intervenir sur le chantier devra, avant son intervention, faire l'objet d'une analyse conjointe avec son « donneur d'ordres ». Cette analyse sera reprise sur la fiche d'autorisation d'intervention (FAI en annexe de ce PGCS) et transmise au maître d'ouvrage au CSPPS et au Maître d'œuvre (3 semaines au plus tard avant l'intervention du prestataire) pour déterminer la nécessité de réaliser une inspection commune et d'établir un PPSPS selon les critères cités précédemment.

Le maître d'ouvrage validera les entreprises soumises à PPSPS après analyse de la FAI. En cas de doute, l'argumentaire technique du CSPPS pourra être demandé pour aiguiller le choix du maître d'ouvrage.

Mesures compensatoires : À défaut d'obligation de PPSPS, les prestataires devront remettre leur analyse de risques à leur donneur d'ordre afin qu'il l'intègre dans son PPSPS.

L'avenant du PPSPS du donneur d'ordres sera remis au CSPPS et au Maître d'ouvrage.

5.1.5. Inspection Commune

Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (entreprise titulaire de lot ou sous-traitant, prestataire soumis à PPSPS) procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur SPS en vue de préciser les consignes à observer en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser.

Les délais de prévenance pour la réalisation des inspections communes seront définis en concertation avec les équipes Moa, Moe et entreprises lors des réunions de préparation de chantier.

5.1.6. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé

Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS. Les PPSPS sont à disposition de l'ensemble des intervenants.

Chaque entreprise tiendra à disposition des organismes de contrôles et de prévention un exemplaire de son PPSPS sur le chantier.

5.1.7. Rôle du coordonnateur

Le coordonnateur ne saurait être un agent de sécurité ni un animateur de sécurité. Il est le gestionnaire de la coactivité des risques (des interfaces des entreprises simultanées ou successives), les entrepreneurs restent pleinement responsables de leurs obligations à l'égard de leurs salariés.

5.1.8. Registre journal

Une copie des notes d'observation est diffusée par courriel à l'ensemble des intervenants (ex: MOA, MOE et entreprises concernées).

Le registre journal sera diffusé sur demande écrite des intervenants de l'opération ou des organismes de contrôle et de prévention.

6 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS.

CSPS : Société: SOCOTEC Construction Nom: Sandrine BARDOUX	Tél : 0786346403 Email : sandrine.bardoux@socotec.com
Etabli le : 30/04/2026 Date de modification : 19/05/2026	Elements modifiés :

Partie à remplir par le CSPS:

Adresse chantier: 154 Route de la Butte 71220 Suin	
Contraintes horaires de livraisons :	Horaires :
Moyens mutualisés de levage et manutention (cf.PGSCSPS)	<u>Quai de déchargement:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Grues :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Recette à matériaux :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Monte-matériaux:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Ascenseurs définitifs:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Autre :</u>
Autres renseignements utiles (contraintes administratives, etc..) : cœur de village	

Partie à renseigner par le client(entreprise du BTP) :

Nom de l'entreprise :	Adresse siège :
Nom du réceptionnaire :	Coordonnées du réceptionnaire Tél :
Plages horaires de livraisons	Heures :
Présence chef d'un manoeuvre :	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion :	Distance (m) : Hauteur (m) :

Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	Charge :
Appareil de levage utilisé pour l'opération :	<input type="checkbox"/> Grue de chargement <input type="checkbox"/> Appareil propre au chantier <input type="checkbox"/> Appareil à la charge du fournisseur (Type)
Autres renseignements utiles :	

Projet de Plan d'installation de chantier avec :

- Accès
- Voies de circulation
- Installations sanitaires
- Points sensibles (dans l'emprise du chantier et en périphérie)
- Zones de stockage
- Dimensions des aires de stockage
- Charges admissibles
- Nature du terrain
- Hauteur à respecter (emplacement portique, gabarit)

Annexes :

1 CHA_Planning prévisionnel-12 2025.pdf

19/12/2025

ludovicforestarchitecte
contact@forestarchitecte.fr
Ancien Doyenné de BEZORNAY
71250 Saint-Vincent-des-Prés

déc-25

réunion de préparation

démarrage des travaux

	JUILLET				AOÛT				SEPTEMBRE				OCTOBRE				NOVEMBRE				DÉCEMBRE				
	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52
	06-jul	13-jul	20-jul	27-jul	03-août	10-août	17-août	24-août	31-août	07-sept	14-sept	21-sept	28-sept	05-oct	12-oct	19-oct	26-oct	02-nov	09-nov	16-nov	23-nov	30-nov	07-déc	14-déc	21-déc
neutralisation salle communale																									
LOTS																									
1	LOT 01 - VRD / DÉMOLITIONS / GROS ŒUVRE								démolitions		création PF	création P int		scelle PAC								accords façade ouest			
																						scellement balcon			
2	LOT 02 - RAVALEMENT DE FAÇADE																								
3	LOT 03 - CHARPENTE / COUVERTURE / TERRASSE																								
4	LOT 04 - MENUISERIES EXTERIEURES																								
5	LOT 05 - MENUISERIES INTERIEURES / PARQUETS																								
6	LOT 06 - PLÂTRERIE / ISOLATION / PEINTURES																								
7	LOT 07 - ELECTRICITE / VENTILATION																								
8	LOT 08 - PLOMBERIE / SANITAIRES																								
9	LOT 09 - CHAUFFAGE																								
10	LOT 10 - SERRURERIE																								
11	LOT 11 - CHAPES / CARRELAGES / FAÏENCES																								

ludovicforestarchitecte | ☎ bezornay; 71250 saint-vincent-des-prés; france | ☎ +33 (0) 983 82 99 01 | ☎ +33 (0) 609 48 68 22 | @ contact@forestarchitecte.fr

2 PIC provisoire - 27 04 2026.pdf

